



ENTRE BARCELONE ET LE CAIRE : UNE SEMAINE DE VALORISATION DE L'ACTION NUMÉRIQUE DES VILLES FRANÇAISES À L'INTERNATIONAL

France urbaine était mobilisée la semaine dernière à Barcelone pour une coordination des villes et métropoles françaises au Smart City Expo World Congress (SCEWC), tandis que des élus français étaient également mobilisés au Caire pour ONU-Habitat.



Une diplomatie numérique des villes françaises (et européennes) plus que jamais bienvenue dans un contexte politique internationale incertain

Au moment où l'élection présidentielle américaine livre ses résultats, l'Europe et en particulier les villes européennes sont plus que jamais mises au défi de produire et porter un plaidoyer politique commun et affirmé, en particulier dans le champ du numérique et du digital. Éthique, inclusion, régulation, environnement, souveraineté, éducation, usages des nouvelles technologies et compétitivité : comment la période nous oblige-t-elle collectivement à porter davantage la voix des villes et métropoles françaises auprès de l'Europe, alors que les commissaires européens vont proposer de nouvelles orientations générales?

Comment s'extirper de l'étau dans lequel pourrait rapidement se retrouver les collectivités françaises, entre la baisse des budgets de l'État, le besoin de renforcer les services publics de proximité à l'heure d'une numérisation globale, et l'obligation de mettre en oeuvre en 2025 un ensemble de nouvelles réglementations? Alors que les villes et métropoles françaises commencent à se saisir de l'IA comme d'un objet de société à mettre en débat, comment le verser au pot commun européen à quelques semaines du Sommet international de l'IA que la France accueillera en février prochain?

C'est dans ce contexte général que s'est déroulé à Barcelone du 5 au 7 novembre le Smart City Expo World Congress (SCEWC), abritant les pavillons d'entreprises, d'États, régions et grandes villes parcourus par plus de 25 000 participants.

Le SCEWC, loin d'être une unique vitrine des innovations numériques et grandes tendances technologiques, a renforcé son statut d'agora propice à façonner et porter un plaidoyer parmi les débats qui animent la communauté européenne et internationale sur le numérique et sa place dans les villes.

Un temps fort de cristallisation et de mise en perspectives de débats et d'initiatives qui traversent actuellement la plupart des territoires.

France urbaine poursuit sa coordination des villes et métropoles françaises à Barcelone

Marseille, Strasbourg, Montpellier... Une dizaine de villes et métropoles françaises étaient représentées, dont certaines ont fait le choix de disposer d'un stand au sein du Pavillon France, parmi lesquelles Toulouse Métropole, la Métropole du Grand Paris ou encore Grenoble Alpes Métropole. Elles ont décliné, en mettant à l'honneur plusieurs start-up du territoire, leur stratégie de positionnement économique, tout comme Bordeaux Métropole qui a exposé sur son espace un éventail d'initiatives politiques numériques.

En tant que partenaire de la Fira Barcelona et en collaboration avec Business France, France urbaine s'est, de nouveau, mobilisée cette année en proposant une coordination des villes et métropoles françaises autour de programmes et temps-forts, largement dédiés à la contribution des villes à une diplomatie numérique et à des échanges avec des interlocuteurs européens:

- à l'initiative de la Métropole du Grand Paris, le " Club IA métropolitain a tenu une réunion exceptionnelle, permettant des échanges sur les cas d'usages de l'IA par et pour les villes et métropoles européennes: Paris, Turin, Londres, Helsinki, Marseille...

- une séquence de valorisation sur la mobilisation de Bordeaux Métropole et de la Ville d'Amsterdam au sein du réseau Eurocities et de la Coalition européenne des droits digitaux pour porter une voix politique des villes européennes sur les orientations du numérique,

- un temps d'échanges sur l'IA au service de la rénovation énergétique des bâtiments, avec l'illustration de cas d'usages portés par la Métropole du Grand Paris et de Bordeaux Métropole dans le cadre des démonstrateurs d'IA frugales portés dans le cadre de France 2030, complétée par le témoignage d'Efficity en tant que centre de R&D en appui des initiatives locales,

- une table-ronde instruisant la place des citoyens en matière dans une politique globale de numérique responsable: stratégie environnementale du numérique, place du débat public à l'heure du déploiement de l'IA dans les services publics, enjeux de transparence politique en matière de recours aux algorithmes, sensibilisation aux usages et initiative de collectes des équipements informatiques et terminaux mobiles...

Poursuivre la démarche de plaidoyer et de contribution

Un temps d'échanges avec **Eric Peters**, chef d'unité *Digital Decade 2030*, concernant la présentation et les opportunités relatives à la Décennie numérique a permis de redonner corps à une éventuelle mobilisation et remontées d'information des villes françaises auprès de la Commission européenne, en particulier sur des demandes précises à l'instar de la connectivité des territoires, de la partie environnementale du numérique et de la préservation des ressources à l'heure de l'IA et des besoins en matière de data centers, ou encore des droits digitaux et de l'accompagnement des administrés à l'heure de la digitalisation des services publics.

Une considération qui fait écho à la baisse significative de la contribution financière de l'Etat à l'égard des Conseillers numériques France Services, et du risque qu'elle fait poindre à l'égard de la filière de médiation numérique et des

conséquences sur des millions de citoyens.

Cette décision, si elle ajoute un peu plus d'incompréhension à l'heure d'une demande forte de services publics de proximité et d'accompagnement, met un peu plus en relief le travail de plaidoyer que peuvent notamment porter France urbaine, ou encore des associations comme Les Interconnectés ou encore la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU) présentes au Caire dans le cadre du programme ONU Habitat, lequel doit valider prochainement plusieurs guidelines en matière de droits numériques... L'occasion de rappeler l'approche citoyenne du numérique comme étant plus que jamais indispensable et universelle.